Document generated on 07/05/2025 11:29 p.m.

Bulletin d'histoire politique

L'Irish Trade Union Congress et le nationalisme irlandais, 1894-1930

John Cunningham

Volume 21, Number 1, Fall 2012

Les nationalismes celtes

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1011697ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1011697ar

See table of contents

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Cunningham, J. (2012). L'Irish Trade Union Congress et le nationalisme irlandais, 1894-1930. *Bulletin d'histoire politique*, *21*(1), 71–95. https://doi.org/10.7202/1011697ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2012

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'Irish Trade Union Congress et le nationalisme irlandais, 1894-1930

John Cunningham
National University of Ireland

L'Irish Trade Union Congress (ITUC) a été fondé en 1894 pour donner une voix aux préoccupations spécifiques des ouvriers irlandais. Si cette voix a souvent eu de la difficulté à se faire entendre, les dirigeants syndicaux considéraient l'ITUC comme un forum important et plusieurs d'entre eux ont travaillé d'arrache-pied pour en influencer l'orientation. Les historiens soutiennent que les tergiversations incessantes au sein du CSI et les mauvaises décisions prises par celui-ci à des moments critiques concernant son engagement politique à l'endroit du nationalisme irlandais ont eu d'importantes conséquences négatives sur le développement du mouvement ouvrier irlandais[1]. L'analyse des politiques de l'ITUC au cours des années agitées allant de sa fondation à 1930, durant laquelle a été prise la décision stratégique de séparer les activités industrielles des activités politiques, permettra de faire la lumière sur cette question au moment où deux nouveaux États ont été conçus, établis et consolidés sur l'île d'Erin.

Avant la fondation de l'ITUC, les débats sur le Home Rule avaient enflammé l'Irlande. La mobilisation engendrée par le rejet des projets de loi portant sur le Home Rule en 1886 et en 1893 a consolidé les mouvements politiques nationaliste et unioniste tout en accroissant les tensions entre leurs partisans. Ce n'était pas la seule source de division. En 1890-1891, un scandale impliquant Charles Stewart Parnell, le leader nationaliste charismatique, a provoqué des divisions profondes au sein de son mouvement. Lorsque cette controverse s'est dissipée, le cléricalisme catholique avait accru son influence sur le mouvement nationaliste. Les partisans du Home Rule se recrutaient principalement parmi les tenanciers catholiques, qui s'étaient engagés dans une guerre agraire (*land war*) contre les propriétaires terriens, majoritairement protestants, afin de reprendre le contrôle de leur terre et de leur destin[2]. Il y avait aussi le républicanisme irlandais qui représentait une tendance plus radicale du

mouvement séparatiste. La Fraternité républicaine irlandaise (The Irish Republican Brotherhood), mieux connue sous le nom de mouvement « *Fenian* », fondée sur des principes révolutionnaires en Irlande et parmi des émigrants irlandais aux États-Unis à la fin des années 1850, a exercé une profonde influence sur le nationalisme constitutionnel à des moments critiques, mais a aussi été « contaminée » par cette relation. Composés en majorité d'ouvriers, les *fenians* entretenaient des liens avec le mouvement ouvrier irlandais, avec la diaspora irlandaise et, dans une certaine mesure, avec le socialisme international[3].

L'Unionisme irlandais, dont l'allié politique était les conservateurs britanniques, recevait l'appui des protestants (formant 25 % de la population de l'île, concentrée dans le nord de la province d'Ulster, principalement dans la région de Belfast). Les protestants, dont plusieurs étaient réceptifs à la propagande anticatholique de l'Ordre d'Orange, étaient alarmés par les craintes formulées au sujet du danger d'oppression et d'appauvrissement en cas d'accession au pouvoir à Dublin d'un gouvernement Home Rule sous la tutelle du clergé et incompétent en matière économique. Le slogan unioniste : « *Home Rule is Rome Rule* » résume bien ces craintes[4].

La création de l'ITUC représente un appui mitigé envers le Home Rule de la part des travailleurs irlandais. Le mouvement ouvrier irlandais était présent lors du premier British Trade Union Congress (BTUC) en 1868 ; il a envoyé, à l'occasion, de petites délégations les années suivantes et a accueilli le Congrès à deux reprises. Si le Home Rule prôné par la majorité des politiciens nationalistes ne préconisait pas une rupture totale avec les institutions britanniques, la création de l'ITUC représentait encore moins un appui à l'autonomie. En raison des liens organisationnels et sentimentaux entre les mouvements ouvriers anglais et irlandais, il avait été envisagé que les délégués irlandais continuent de participer au congrès britannique si l'autonomie devenait effective, jusqu'à la limite du possible évidemment[5].

La frustration découlant du peu de résultats obtenus par la participation au BTUC est la raison principale de la création de l'ITUC. Il était difficile pour les délégués irlandais de se faire entendre dans une organisation qui considérait comme marginales les questions irlandaises. Il était de plus impossible d'obtenir une représentation irlandaise à l'exécutif du Congrès en raison des nouveaux règlements adoptés dans les années 1890 (l'objectif était de diminuer la présence de socialistes), qui ont eu pour conséquence de réduire le nombre de délégués syndicaux irlandais. Même si la fondation de l'ITUC découlait de la déception à l'endroit du BTUC, les premiers dirigeants ouvriers irlandais insistaient sur le fait que leur organisation n'était pas un rival de l'organisation des travailleurs britanniques, mais un partenaire[6].

L'ITUC était au début du XXe siècle une petite organisation prudente sous influence britannique. Sa petite taille était le résultat du développement limité et très inégal de l'économie irlandaise depuis l'acte d'Union de 1801. L'industrialisation s'est développée principalement dans la vallée de Lagan dans la région de Belfast où fleurissaient des entreprises dans les domaines du textile et de la construction mécanique. Dans les autres régions, les améliorations dans les infrastructures du transport ont non seulement entraîné la désindustrialisation et la stagnation économique, mais aussi l'émigration de masse vers la Grande-Bretagne et les États-Unis. Conséquemment, la majorité des emplois était dans les secteurs difficiles à syndiquer des services et de l'agriculture[7]. Même si dans ses débuts l'ITUC était une petite organisation, selon Emmet O'Connor elle était plus petite qu'elle n'aurait dû l'être en raison de la « mentalité de colonisé » de ses dirigeants, conséquence de leur engagement étroit avec le mouvement ouvrier britannique. Pour ce dernier, l'ITUC avait adhéré aveuglément aux normes des syndicats britanniques et n'avait ni tenu compte adéquatement des caractéristiques du marché du travail irlandais, ni n'avait réellement cherché à accommoder des groupes tels les travailleurs agricoles. Même en adoptant les normes britanniques, l'ITUC ne parvenait pas à satisfaire les membres des prétendus « syndicats unifiés » de Belfast, qui continuaient à s'identifier avec le Congrès britannique. Les délégués de Belfast à l'ITUC représentaient généralement les travailleurs municipaux ou les petits syndicats locaux[8].

L'influence britannique était diffusée par les syndicats britanniques qui avaient absorbé de petits syndicats indépendants irlandais au cours de la première moitié du siècle. Ce processus s'est poursuivi au point où, selon l'estimation de John Boyle, près des trois quarts des syndiqués étaient membres d'un syndicat britannique à la fin du XIXe siècle[9]. Cependant, l'influence n'allait pas dans une direction seulement, jusqu'à un certain degré du moins, puisqu'il y avait une influence irlandaise sur le syndicalisme britannique, comme le démontre le rôle joué par les immigrants irlandais dans le développement du nouveau syndicalisme britannique à la fin des années 1880. En effet, un des nouveaux syndicats, le National Union of Dock Labourers (NUDL), était mieux connu sous le nom de syndicat irlandais, les dirigeants fondateurs, les « trois Mac » étaient tous nés en Irlande. Le NUDL et d'autres nouveaux syndicats ouvrirent des bureaux en Irlande, recrutèrent des membres parmi les travailleurs urbains semi et non qualifiés, firent la promotion de la revendication internationale de la journée de travail de huit heures et organisèrent les manifestations du 1er mai à Dublin en 1890 et quelques années par la suite[10]. Les beaux jours du nouveau syndicalisme étaient cependant terminés en 1894, ce qui explique pourquoi les syndicats des travailleurs qualifiés contrôlaient l'ITUC à ses débuts.

L'ITUC était très prudent à ses débuts en raison du contexte politique en Irlande qui divisait ses militants de base et qui menaçait son existence. En raison du vif antagonisme à propos de l'avenir constitutionnel de l'Irlande, antagonisme qui d'ailleurs coïncidait en grande partie avec les divisions religieuses, il y avait une extrême vigilance de la part des dirigeants ouvriers pour ignorer ou rejeter les sensibilités politiques et religieuses. À Belfast, où il y avait des tensions interconfessionnelles entre protestants et catholiques, causées en partie par la concurrence pour les emplois, les tensions étaient particulièrement vives. Pour demeurer viable, l'ITUC devait inclure dans ses rangs des travailleurs catholiques et protestants ; et tandis que plusieurs dirigeants syndicalistes considéraient leur mouvement comme un instrument permettant de transcender les divisions politiques, les membres de la classe ouvrière étaient résolument unionistes ou nationalistes comme tout le reste de la population irlandaise. Au cours des années précédant la création de l'ITUC, le manque d'attention portée à la réalité politique a conduit à l'échec de plusieurs initiatives ouvrières. Une de ces initiatives vient des Chevaliers du Travail, originaires de Philadelphie, qui se sont établis en Irlande en 1888-1889. L'association d'un représentant de passage avec la cause nationaliste a aliéné les membres protestants de Belfast, entraînant du même coup l'échec de l'implantation de cette organisation sur l'île. La même année, l'Irish Federated Trade and Labour Union (IFTLU), organisation proto-TUC dans laquelle étaient représentées les Trade Councils de Dublin, de Belfast et de plusieurs autres villes, fut elle aussi victime des tensions politiques. Malgré des débuts prometteurs, cette organisation s'effondra après que des membres de Dublin organisèrent un événement sportif sous les auspices de l'IFTLU, aliénant ainsi les ouvriers syndiqués protestants de Belfast, partisans de l'observance stricte du dimanche[11].

Maintenir la nécessaire unité du mouvement ouvrier irlandais, un des défis étant d'obtenir l'adhésion des Trade Councils de Dublin et de Belfast, était donc une affaire très délicate qui demandait un très haut degré d'autocensure. Les questions politiques, qui soulevaient les passions parmi la majorité de la population irlandaise, devaient être traitées avec beaucoup de circonspection. Les élans *fenians*, lorsqu'ils se manifestaient, devaient être freinés. Il fallait donc résister aux pressions internes, mais aussi externes, notamment durant la crise qui a provoqué la chute de Parnell où les factions nationalistes se disputaient les électeurs de la classe ouvrière[12].

La tâche principale des dirigeants nationaux de l'ITUC était de faire pression sur les parlementaires afin de promouvoir les résolutions adoptées annuellement par les délégués du Congrès. Les parlementaires unionistes et nationalistes étaient sollicités sans distinction, mais il s'est avéré que les parlementaires nationalistes étaient plus réceptifs[13]. Cette réalité s'explique par le fait que de nombreux députés nationalistes étaient en

faveur des revendications des travailleurs, ayant fait leur apprentissage politique dans le mouvement radical en faveur de la redistribution des terres (Land League). Keir Hardie, un des fondateurs de l'Independent Labour Party et du Labour Party, l'avait d'ailleurs observée. Pour lui, les députés nationalistes étaient des hommes qui :

> [...] *by training and instinct, were in the closest sympathy with the claims and aspirations of the workers.* [*The*] *truest representatives of Democratic feeling in the House of Commons,* [...] *were the Irish Parliamentary Party (IPP)*[14].

Bien que les membres de l'ITUC de Belfast reconnaissaient l'aide des parlementaires nationalistes, ils ne voulaient pas devenir dépendants de ceux-ci. Par conséquent, ils ont développé des liens avec le Labour Representation Committee, qui deviendra par la suite le Parti travailliste britannique. Le Trade Council de Belfast était devenu par le fait même un ardent partisan d'une collaboration politique plus étroite entre l'ITUC et les travaillistes anglais. Le principal promoteur de cette idée était Williams Walker (1871-1918), dirigeant du Trade Council de Belfast au début des années 1890, président de l'ITUC en 1904 et membre de l'exécutif du Parti travailliste britannique. En tant que candidat du Parti travailliste à Belfast, Walker a fait des concessions aux orangistes s'aliénant ainsi les votes des travailleurs catholiques. Paradoxalement, le Parti travailliste auquel adhérait Walker souhaitait que le Home Rule soit appliqué à l'ensemble de l'Irlande[15]. C'est cependant l'empressement de l'ITUC d'embrasser les paradoxes, les contradictions et les accommodements qui lui a permis de survivre durant la première décennie du XXe siècle.

*

* *

Des changements dans les contextes politique et économique, en particulier après 1910, ont modifié la nature du mouvement ouvrier irlandais, une modification qui s'observa dans les activités de l'ITUC. Sur le plan culturel, l'essor d'un « nouveau nationalisme » a permis au mouvement *fenian* moribond de se revigorer. La Gaelic League, dévouée à la sauvegarde de la langue irlandaise, la Gaelic Athletic Association, engagée dans la promotion de la pratique des sports traditionnels irlandais, et le Sinn Féin, parti politique créé en 1905 par des nationalistes en rupture avec l'IPP (Irish Parliamentary Party, mieux connu sous le nom Home Rule Party), exprimaient cet esprit nouveau[16]. Le mouvement ouvrier allait lui aussi connaître des transformations sous l'impulsion de deux membres de la diaspora irlandaise catholique. James Larkin et James Connolly, deux personnages dominants de l'Irlande du XXe siècle, devenus socialistes en

raison de privations durant leur enfance, ont réussi, malgré une éducation déficiente, à devenir orateurs, écrivains et meneurs. Ils ont contribué au développement et à la propagation de l'idéologie du républicanisme socialiste et à accroître la syndicalisation des travailleurs non qualifiés, ce qui favorisa la diffusion de leurs idées à un auditoire plus large et politisa davantage l'ITUC.

Connolly, né à Édimbourg en 1868, s'est enrôlé dans l'armée britannique en Irlande et l'a désertée par la suite. De retour en Écosse en 1890, il est devenu une figure importante du mouvement socialiste et développa une analyse marxiste de la question irlandaise. Nommé organisateur de la Dublin Socialist Society en 1896, il abandonna rapidement cette société pour établir l'Irish Socialist Republican Party (ISRP). Jusqu'alors, les organisations socialistes en Irlande étaient des succursales d'organisations anglaises, ce qui était toujours le cas à Belfast[17]. L'IRSP était différent : son nom reflétait la détermination de Connolly de joindre au socialisme l'énergie de la tradition feniane, qu'il considérait comme une expression légitime, mais mal orientée de la résistance au colonialisme[18]. Il a écrit à ce sujet :

> *If you remove the English Army tomorrow and hoist the green flag over Dublin Castle, unless you set about the organization of the Socialist Republic your efforts will be in vain. England will still rule you… through her landlords, through her financiers, through the whole array of commercial and individualist institutions she has planted in this country and watered with the tears of our mothers and the blood of our martyrs*[19].

L'IRSP est demeuré petit, mais grâce au journal *The Workers Republic* (créé en 1898), Connolly a pu développer et diffuser ses idées. Il a établi des liens avec un petit syndicat de travailleurs de la construction, qui l'appuyait dans ses tentatives électorales infructueuses, même s'il était très critique à l'endroit de l'ambiguïté démontrée par l'ITUC envers les questions ouvrière et nationale. Selon Connolly, les délégués aux Trade Union Congresses : « *are, as a rule, not the flower of the working class, but are rather the intriguers who because they are willing to perform… the routine work of trade unionism, are allowed by the too indulgent rank and file to work… to pose as leaders* »[20].

Connolly a passé les années 1903-1910 aux États-Unis où son engagement dans les questions socialistes et ouvrières lui a valu, entre autres, sa nomination au poste d'organisateur de l'Industrial Workers of the World, dont le syndicalisme influencera grandement sa pensée. Dans le journal *The Harp* (crée en 1908), il diffusa parmi les Irlando-Américains des idées similaires à celles qu'il avait déjà présentées dans le *Workers Republic*, mais enrichies de son expérience américaine. Bien qu'il ait un faible tirage en Irlande, ce journal a grandement influencé James Larkin. Avant le retour prévu de Connolly en Irlande en 1910, la publication du journal a été

transférée à Dublin sous la direction de Larkin. Larkin a conservé le ton républicain et socialiste dans l'édition dublinoise de *The Harp,* cependant la publication fut interrompue quelques mois plus tard en raison de son emprisonnement[21].

Contrairement à Connolly, qui est resté longtemps à la marge du mouvement, James Larkin a joué un rôle central dès son arrivée en Irlande. Né à Liverpool en 1874, il était un activiste socialiste alors qu'il était encore un jeune homme, mais il était de ceux qui croyaient que le syndicalisme détournait les travailleurs de la lutte pour transformer la société. Il était cependant passionné et intègre, c'est pourquoi il a pris position lorsqu'il fut témoin d'une injustice patronale sur son lieu de travail lors de la grève des débardeurs au port de Liverpool en 1905. Son militantisme lui a mérité un poste au sein du NUDL. C'est en qualité d'organisateur irlandais de ce syndicat qu'il s'est présenté à Belfast au début de l'année 1907[22].

Bien que le NUDL fût peu important en Irlande en 1907, la situation à Belfast était favorable pour son expansion : il y avait du mécontentement chez les ouvriers, les conditions économiques renforçaient le pouvoir de négociation des travailleurs et les tensions intercommunautaires étaient relativement faibles. Une série de grèves déclenchée en raison des conditions de vie dans cette ville et attisée par les discours publics de Larkin, maintenant figure publique importante, a frappé Belfast au cours du printemps et de l'été 1907. Même la police, accablée par les tâches supplémentaires découlant des conflits de travail, était en grève. Au siège social du NUDL, cependant, on s'interrogeait sur l'approche de Larkin. Pourquoi avait-on permis à des travailleurs qui n'œuvraient pas dans le secteur portuaire d'adhérer au syndicat ? Est-ce que l'agitation ouvrière allait se transformer en violence intercommunautaire ? Était-il nécessaire de mettre en danger les finances du syndicat ? Pour Larkin, la détermination à faire la grève était nécessaire si on voulait démontrer l'efficacité du NUDL aux patrons et aux travailleurs[23].

Il était impossible de concilier l'approche de Larkin et celle des dirigeants du NUDL. Les conflits ouvriers furent résolus sans que le nom de Larkin fût mentionné. Évidemment, il ne fut ni tenu responsable par ses membres des décisions qui ont privé les grévistes d'une protection syndicale, ni que la violence intercommunautaire n'ait réapparu durant le conflit de travail. Bien qu'il fût désillusionné par l'attitude des syndicats britanniques à l'endroit de leurs membres irlandais, Larkin a travaillé à poursuivre l'expansion du NUDL à Dublin et ailleurs. Même s'il avait recruté de nouveaux membres, ses relations avec le siège social du NUDL demeuraient glaciales. La séparation inévitable est survenue à la fin de 1908, lorsque Larkin fut suspendu à la suite de grèves non autorisées à Dublin et d'allégations d'irrégularités dans la conduite des affaires syndicales à Cork[24].

Larkin a agi de manière déterminée en fondant l'Irish Transport and General Workers Union (ITGWU) avec des membres qu'il avait recrutés alors qu'il travaillait pour le NUDL. Dans cette entreprise, il a reçu de l'aide de plusieurs socialistes, anciennement membres du Sinn Féin, désillusionnés maintenant par ce parti. En seulement deux ans, Larkin est passé du statut de représentant du syndicalisme britannique à celui de principal défenseur du principe selon lequel les travailleurs irlandais devaient être membres de syndicats irlandais[25].

Des difficultés ont surgi dès les débuts de la création de l'ITGWU. En raison d'une plainte déposée par le NUDL concernant la conduite des affaires syndicales, Larkin a été condamné à un an de prison pour fraude. Le NUDL a usé de son influence pour bloquer la participation de l'ITGWU à l'ITUC. Larkin a cependant été en mesure de transformer ses difficultés en avantages. Avec l'appui de ses collègues socialistes, il a réussi à se faire élire comme délégué syndical de Dublin au congrès (ITUC) de 1910, où il réussit à faire admettre l'ITGWU au sein de l'ITUC. En outre, la campagne fructueuse menée pour obtenir sa libération de prison l'a élevé au rang de champion de la cause, puni par l'establishment, incluant les travaillistes britanniques, pour avoir défendu les travailleurs irlandais[26].

Après avoir été libéré de prison en octobre 1910, Larkin, profitant de l'augmentation du militantisme ouvrier et de l'instauration d'un programme national de sécurité sociale, a été en mesure d'accroître le nombre d'adhérents à l'ITGWU et d'en consolider la base. Dans sa démarche, il était de plus en plus influencé par le syndicalisme, une doctrine qui gagnait en popularité parmi la gauche du mouvement ouvrier britannique. Cette influence était apparente dans les relations de travail ainsi que dans l'orientation générale donnée à l'ITGWU. Larkin insistait sur la solidarité ouvrière, comme en témoigne l'application du concept de « produits frelatés » (*tainted goods*) qui demande aux travailleurs syndiqués de ne pas consommer, transporter, ni manipuler des biens produits par des briseurs de grève ou par des entreprises qui ne respectent pas les principes du syndicalisme[27]. Dans les activités de loisirs qu'il organisait, l'ITGWU faisait la promotion des valeurs ouvrières et socialistes. Il accordait aussi de l'importance aux activités en lien avec le « nouveau nationalisme », dont la langue irlandaise et les sports gaéliques. La culture et les valeurs défendues par l'ITGWU étaient diffusées dans les pages du *Irish Worker*, autrefois *The Harp*, un hebdomadaire fondé par Larkin en avril 1911. Ce journal d'orientation radicale était très populaire à Dublin[28]. Dans le premier numéro, le journal annonçait ses couleurs. Sa mission était la lutte en faveur des libertés politique et économique :

> *We owe no allegiance to any other nation, not the kings, governors, or representatives of any other nation. That all such persons are interlopers and trespassers on this our land, and that we*

are determined to accomplish not only National Freedom, but a greater thing — Individual Freedom — Freedom from military and political slavery, economic or wage slavery ! How then are we to achieve Freedom and Liberty ? To accomplish political and economic freedom, we must have our own party ![29]

Tout comme l'*Irish Worker*, l'ITGWU demeurait une institution principalement dublinoise, malgré qu'il fût présent dans d'autres villes. Connolly, qui était de retour en Irlande en 1910 à titre d'organisateur du Socialist Party of Ireland, auparavant l'ISRP, travailla, à Belfast en 1911, pour l'ITGWU. Il profita de son séjour pour y faire la promotion d'un républicanisme de gauche, ce qui lui attira des critiques, mais aussi des éloges[30].

Alors qu'il consolidait l'ITGWU et qu'il obtenait des appuis politiques au sein du Trade Council de Dublin, Larkin s'était donné comme mission de transformer le mouvement ouvrier à l'intérieur de l'ITUC. Comme il l'avait mentionné dans le premier numéro du *Irish Worker,* il croyait que le mouvement ouvrier irlandais avait besoin d'un parti politique. Au cours des années 1911 et 1912, lui et ses alliés proposèrent que l'ITUC créé ce parti. Cependant, il y avait toujours de syndicalistes qui affirmaient qu'il existait *de facto* un Parti travailliste irlandais, alors que le Trade Council de Belfast souhaitait consolider ses liens avec le Parti travailliste britannique. Au congrès de 1911, une résolution appuyée par Larkin a été bloquée par les délégués de Belfast, qui avaient obtenu un appui stratégique des nationalistes irlandais. Au cours de la même semaine, cependant, il y a eu des changements au sein de la direction de l'ITUC, lorsque Larkin et ses alliés, anciennement du Sinn Féin, s'emparèrent de la direction du mouvement[31]. Alors que le troisième projet de loi du Home Rule était débattu à la Chambre de communes, la nouvelle direction de l'ITUC réussit, lors du congrès de 1912 à Clonmel, à convaincre les délégués du bien-fondé de leur proposition. Ce fut James Connolly, autrefois critique de l'ITUC, maintenant délégué de l'ITGWU, qui présenta cette proposition victorieuse. Lors de discussions ultérieures, il fut convenu que le nouveau parti serait une filiale de l'ITUC et que les adhésions individuelles ne seraient pas acceptées – Connolly était, d'un point de vue syndicaliste, contre l'admission de « politiciens professionnels ». En 1914, l'ITUC est devenu l'Irish Trade Union Congress and Labour Party (ITUC & LP)[32].

L'ITUC était d'une certaine façon plus représentative et mieux placé pour parler au nom de la classe ouvrière irlandaise, mais demeurait en même temps plutôt petit et mal outillé pour donner une direction au mouvement ouvrier. Cela fut apparent lors du lock-out de 1913-1914 à Dublin, cette grande lutte épique du mouvement ouvrier irlandais, dans laquelle le rôle du mouvement ouvrier britannique, dont les dirigeants de l'ITGWU se méfiaient pourtant, fut crucial.

Le lock-out fut instauré à la suite des tentatives de Larkin d'implanter l'ITGWU dans les secteurs qui offraient des emplois stables afin d'en assurer la survie. Ces tentatives ont provoqué un conflit entre le syndicat et William Martin Murphy, propriétaire du quotidien *Irish Independent* et de la Dublin Tramway Company, et président de la Fédération des employeurs de Dublin[33]. En congédiant les membres de l'ITGWU, Murphy força Larkin à déclencher la grève dans les tramways. S'assurant de l'appui des autorités et d'autres employeurs de Dublin, Murphy mit en lock-out environ 20 000 travailleurs dublinois, qui furent informés qu'ils seraient réengagés seulement s'ils signaient un document stipulant qu'ils renonçaient à être membres de l'ITGWU[34]. L'Église catholique, qui se méfiait déjà de Larkin, afficha ouvertement son hostilité à l'ITGWU, dès lors que ce syndicat décida d'envoyer les enfants des grévistes dans des familles de sympathisants britanniques pour la durée du conflit de travail. La plupart des politiciens nationalistes, très proches des milieux d'affaires et soumis à l'autorité de l'Église catholique, furent hostiles à cette nouvelle manifestation du « larkinisme »[35].

Les grévistes reçurent une aide financière considérable de la Grande-Bretagne, sans laquelle ils n'auraient pu poursuivre la grève longtemps. Malgré tout, Larkin en demandait davantage. Il voulait que les travailleurs anglais refusent de manipuler les produits devant être acheminés vers Dublin, afin de mettre de la pression sur les employeurs. Bien qu'il y ait eu des gestes de solidarité posés par les ouvriers du transport britanniques, les dirigeants du TUC britanniques décourageaient fortement le boycottage de Dublin. Larkin a obtenu le soutien d'une minorité des syndicats du mouvement ouvrier britannique. Une réunion spéciale du TUC britannique avait été convoquée en décembre pour examiner cette question. Au cours d'âpres discussions, les délégués ont voté par une forte majorité contre l'accroissement des moyens de pression. Même si la continuation de l'aide financière avait été promise, le résultat du vote rendait inévitable la défaite de l'ITGWU[36].

Le lock-out est survenu au moment où la controverse sur le Home Rule atteignit son paroxysme. Les unionistes, qui s'étaient jusqu'ici opposés à l'autonomie de l'Irlande, ont décidé pour des raisons tactiques de demander l'exclusion de l'Ulster du Home Rule. Il y eut une importante mobilisation de la population protestante et une intensification des tensions intercommunautaires. Les travailleurs catholiques furent expulsés des chantiers navals, tout comme les « protestants corrompus », c'est-à-dire les socialistes et syndicalistes protestants qui étaient considérés par les unionistes comme peu fiables au sujet du Home Rule[37]. En janvier 1913, ayant fait le serment de résister au Home Rule en Ulster, les milices unionistes formèrent l'Ulster Volunteer Force. En novembre de la même année, les nationalistes répliquèrent par la formation des Irish Volunteers.

Inévitablement, des événements aussi importants que le lock-out et la crise du Home Rule eurent des conséquences l'un sur l'autre. L'exemple des Ulster Volunteers inspira l'ITGWU. Afin de défendre les piquets de grève, celui-ci forma l'Irish Citizen Army (ICA), une petite milice ouvrière. Après la fin du lock-out, les membres de l'ICA, qui épousaient les objectifs plus larges du « larkinisme », continuèrent les manœuvres militaires. Contrairement à la majorité des partisans du Home Rule, les nationalistes radicaux, choqués par les abus de pouvoir des employeurs lors du lock-out, se solidarisèrent à la cause ouvrière. À partir de ce moment, les relations entre les syndicalistes et les républicains séparatistes de l'IRB devinrent plus étroites[38].

*
* *

L'orientation politique du mouvement ouvrier durant la période révolutionnaire (1917-1923) fut considérablement influencée par la décision de James Connolly d'engager la petite ICA aux côtés des Irish Volunteers, sous contrôle de l'IRB, dans le soulèvement de Pâques en 1916. La décision de Connolly fut motivée par la défaite ouvrière lors du lock-out de Dublin au début de l'année 1914 et le déclenchement de la Première Guerre mondiale peu après. De son côté, Larkin, démoralisé et épuisé s'en est allé aux États-Unis, soi-disant afin de faire une collecte de fonds et une tournée de conférences. Son séjour américain se prolongea jusqu'en 1923. En reprenant les principales fonctions de Larkin, Connolly devint le secrétaire général par intérim de l'ITGWU, rédacteur en chef du *Irish Worker* et commandant de l'ICA[39].

Au début, la guerre en Europe diminua les tensions en Irlande. L'application du Home Rule, adopté par le parlement britannique en septembre 1914 avec l'exclusion temporaire de l'Ulster, fut reportée à la fin de la guerre. Le chef nationalise, John Redmond, soutenait l'effort de guerre britannique afin de favoriser le rapprochement entre l'Irlande et la Grande-Bretagne, ainsi qu'entre les nationalistes et les unionistes irlandais. Il encouragea même les Irish Volunteers à s'enrôler dans l'armée britannique. Pour les Volontaires qui provenaient de la IRB/fenian, l'appel de Redmond était une hérésie totale. La scission au sein du mouvement était inévitable. L'écrasante majorité resta fidèle à Redmond et forma la nouvelle organisation des National Volunteers. Quelques centaines de membres se dissocièrent cependant du chef nationaliste et demeurèrent au sein de l'organisation séparatiste des Irish Volunteers[40].

James Connolly était aussi scandalisé par les propos de Redmond pour les mêmes raisons que les membres des IRB. Il considérait que les concessions faites aux unionistes sur la question du Home Rule et l'appel

de Redmond aux nationalistes irlandais pour s'engager dans l'armée britannique allèrent préparer la voie à la partition de l'île, dont chacune des parties serait sous le contrôle de conservateurs sectaires qui collaboreraient aux entreprises impérialistes britanniques.

Pour Connolly, il était difficile de voir de jeunes Irlandais, dont plusieurs sans-emploi en raison du lock-out, s'enrôler dans une armée impérialiste. Il était aussi troublé par le fait que les socialistes et les dirigeants syndicaux partout en Europe avaient appuyé la guerre et encouragé leurs membres à aller défendre leur patrie. Connolly se servait des pages du *Irish Worker* et, après son interdiction, du *Workers Republic* pour s'opposer à la guerre et aux partisans de la guerre en Irlande, et faire la promotion d'une résistance militante. Il associa l'ITGWU à la cause antiguerre en suspendant sur la façade de son édifice une bannière sur laquelle on pouvait lire : « *We serve neither King or Kaiser, but Ireland* » (Nous ne servons ni le Roi, ni le Kaiser, mais l'Irlande). En se consacrant à l'entraînement de l'ICA, il préparait ses membres pour la révolution[41]. Le conseil militaire de l'IRB préparait aussi secrètement son propre soulèvement. Connolly remettait cependant en question l'engagement du conseil dans la lutte pour l'indépendance. De son côté, le conseil craignait que les discours inflammatoires de Connolly révèlent aux autorités ses plans. Pour cette raison, les membres du conseil ont divulgué à Connolly leurs intentions. Connolly, après avoir critiqué pendant vingt ans les méthodes conspiratrices et la conception étroite de la « liberté » de l'Irlande de l'IRB, en est devenu membre en janvier 1916[42].

Connolly fut nommé commandant de la force mixte (Irish Volunteer/ICA) qui s'est emparée des édifices stratégiques de Dublin le lundi de Pâques 1916. La contribution de Connolly au soulèvement ne fut pas que militaire, elle fut aussi idéologique, comme le démontre la Déclaration d'indépendance de la République lue sur les marches de l'Hôtel des postes. Il y avait, cependant, peu d'espoir de victoire militaire puisque, en raison de problèmes de dernières minutes, les forces rebelles étaient beaucoup moins nombreuses que prévu et pauvrement armées. À la fin de la semaine sanglante de Pâques, les rebelles avaient capitulé. Ce soulèvement aurait peut-être eu peu de conséquences si ce n'était de la réaction peu judicieuse des autorités britanniques. Les meneurs du soulèvement furent accusés d'avoir « aidé l'ennemi » et exécutés ; des milliers de nationalistes, dont plusieurs qui n'avaient pas participé à la rébellion, furent emprisonnés en Grande-Bretagne et la loi martiale fut instaurée. Si les nationalistes irlandais éprouvaient du ressentiment à l'endroit des autorités britanniques, la population catholique en général admirait la bravoure des rebelles.

Tout comme les autres dirigeants du soulèvement de Pâques, James Connolly, peu connu de son vivant, fut, après sa mort, élevé au panthéon

des martyrs de la cause républicaine. Le mouvement républicain, par l'entremise du Sinn Féin, qu'il contrôlait maintenant, profitait de la popularité des rebelles de 1916, de la désillusion à l'endroit de la guerre et de la crainte de la conscription pour supplanter l'IIP de John Redmond[43].

Si la guerre a créé des conditions favorables à la rébellion et à l'émergence d'un nouveau nationalisme, elle fut aussi bénéfique au mouvement ouvrier. La diminution du nombre de travailleurs en raison du recrutement militaire et les demandes pressantes en hommes et en biens liées à la conduite de la guerre ont augmenté le pouvoir de négociation des syndicats. De plus, l'inflation incita les travailleurs à s'organiser afin de protéger leur niveau de vie. Dans cette période de demande généralisée d'augmentation des salaires, les syndicats ont recruté de nombreux nouveaux membres. L'ITGWU, qui ne comptait que 4 000 membres au moment de l'exécution de Connolly, en comptait 68 000 à la fin de la guerre. Les syndicats poursuivirent leur expansion dans les années suivant la guerre. Entre 1916 et 1920, le nombre de syndiqués affiliés à l'ITUC est passé de 100 000 à 225 000, dont plus de la moitié provenait de l'ITGWU[44].

C'est au cours de ces années que l'influence de Connolly fut à son apogée. Après quelques hésitations, entraînées principalement par le désir de ne pas mécontenter les unionistes qui soutenaient l'effort de guerre en Europe, les chefs syndicaux décidèrent de poursuivre l'œuvre de Connolly. William O'Brien et Cathal O'Shannon, tous deux à la tête de l'ITGWU et membres du Socialist Party of Ireland de Connolly, ne manquèrent rarement l'occasion de citer en exemple Connolly. La Révolution bolchevik était souvent présentée comme une réalisation des idées de Connolly et célébrée par ses héritiers qui se décrivaient à l'occasion comme des bolcheviks irlandais[45].

Les dirigeants de l'ITGWU entretenaient des relations amicales avec le Sinn Féin en plein essor. D'ailleurs le mouvement ouvrier en général se rapprochait des nationalistes en raison des événements. L'alliance fut consommée en avril 1918 lorsque les nationalistes irlandais, l'IPP sur le déclin, le Sinn Féin, les Irish Volunteers reformés, l'Église catholique et les travaillistes, s'unirent contre la conscription. Le mouvement ouvrier déclencha une grève générale d'une journée, largement respectée sauf en Ulster. Le succès de cette grève a renforcé la confiance de l'ITUC & LP, qui décida peu après de disputer les prochaines élections générales. Lors des discussions, il fut décidé provisoirement que le Sinn Féin ne présenterait aucun candidat dans certaines circonscriptions urbaines afin de ne pas nuire aux candidats ouvriers, à condition que l'ITUC & LP se tienne à l'écart dans d'autres circonscriptions et que les candidats ouvriers victorieux refusent de siéger au Parlement[46].

Puisque la guerre se termina avant le déclenchement des élections générales, la conscription n'était plus un enjeu, ce qui rendait difficile

pour l'ITUC & LP de maintenir sa politique d'abstentionnisme (par le boycott du parlement britannique), s'il ne voulait pas s'aliéner davantage les protestants et risquer de diviser le mouvement. Bien qu'il décida finalement de ne pas participer aux élections, l'ITUC & LP adopta une politique radicale, soulignant son engagement politique en changeant son nom pour l'Irish Labour Party and Trade Union Congress (ILP & TUC), tout en élevant au rang de vertu sa pusillanimité en déclarant qu'il se tenait à l'écart afin de permettre aux électeurs de s'exprimer clairement sur l'avenir constitutionnel de l'Irlande[47]. Même si l'ILP & TUC ne présenta aucun candidat, il y en avait plusieurs qui portaient l'étiquette « ouvrière ». Le Belfast Labour Party (BLF), appuyé par le Trade Council, présenta quatre candidats. De plus, l'Unionist Party fonda l'Ulster Unionist Labour Association (UULA) de crainte de perdre les votes des travailleurs protestants. La stratégie unioniste fut fructueuse comme en témoigne l'élection de trois candidats de l'UULA. Si aucun des quatre candidats du BLP ne fut élu, chacun obtint en moyenne 22 % des suffrages exprimés[48].

Si le monolithe unioniste se maintint avec succès, l'autre grand monolithe de la politique irlandaise s'écroula. De son côté, l'IPP ne réussit à conserver que six sièges. Le Sinn Féin, qui fit élire 73 députés, réalisa sa promesse de boycotter le parlement britannique et fonda un parlement (Dáil Éireann) révolutionnaire à Dublin en janvier 1919. Tous ceux qui avaient été élus dans des circonscriptions irlandaises étaient invités à siéger à ce nouveau parlement. Cependant, ni les députés IPP, ni les unionistes ne s'y présentèrent. Lors de la session inaugurale, la déclaration de la République irlandaise de 1916 fut ratifiée et un gouvernement dirigé par Eamon de Valera fut élu. L'ILP & TUC ne fut pas représenté dans ce premier parlement, mais son influence se faisait sentir, puisque son programme démocratique avait été rédigé par Tom Johnson, secrétaire général de l'ILP & TUC[49]. Lors du congrès de l'Internationale socialiste à Berne, l'ILP & TUC rendit un autre service au Sinn Féin. Les délégués irlandais réussirent à convaincre les délégués britanniques d'abandonner leur appui au Home Rule au profit de l'autodétermination de l'Irlande. En outre, l'autodétermination de l'Irlande fut adoptée comme politique officielle de l'Internationale socialiste avant la conférence de paix de Versailles[50].

L'établissement du Dáil Éireann provoqua un conflit militaire qui se transforma progressivement en guerre d'indépendance. Les postes de police ruraux furent abandonnés, après que les Irish Volunteers les prirent pour cible, représentants visibles de l'État britannique et gardiens de fusils convoités. Un autre développement important fut l'établissement par le Dáil de tribunaux révolutionnaires, qui rapidement remplacèrent les tribunaux officiels. Londres considérait cet affront comme un problème d'ordre public. Pour résoudre la situation, le gouvernement britannique

s'appuya sur une législation plus sévère et l'envoi de renforts policiers. Les services de l'ordre reçurent l'aide de vétérans de la guerre, les « Auxiliaries » et les « Black and Tans », qui avaient pour mission de combattre les Irish Volunteers, devenus l'Irish Republican Army (IRA), plutôt que de maintenir l'ordre public[51]. L'agitation sociale qui gagna l'Irlande se manifesta entre autres par la confiscation de terres par de petits agriculteurs frustrés ou des vagues de grèves, souvent menées par des individus engagés dans la guerre d'indépendance. Les dirigeants républicains désapprouvaient cependant que des membres de l'IRA s'engagent dans les conflits sociaux.

Durant la guerre d'indépendance, il y eut plusieurs grèves générales dans les grandes et petites villes de l'Irlande. Cependant, le militantisme ouvrier connut son apogée durant la période des « soviets » en 1920. Parmi les faits saillants de cette période, on peut souligner la prise de possession de crémeries par des travailleurs l'ITGWU. Dans les « soviets », les drapeaux rouges étaient hissés et des slogans étaient affichés comme celui-ci : « *We Make Butter, Not Profits, Knocklong Creamery Soviet* ». Même si les « soviets » étaient répandus pendant un certain temps, ils ne représentaient pas un effort concerté pour prendre le contrôle de la vie économique. Ils étaient plutôt le résultat de grèves menées par des travailleurs radicaux. D'ailleurs, les entreprises ont été remises aux propriétaires lorsque ceux-ci avaient consenti à améliorer les conditions de travail[52]. En dépit d'un soutien rhétorique au bolchévisme, un examen des discours des travailleurs en grève révèle que leur idéologie est de nature syndicaliste plutôt que communiste.

Il y avait aussi des grèves politiques, mais celles-ci appuyaient la lutte pour l'indépendance. Parmi ces grèves, il y eut celle du « soviet de Limerick » en avril 1919, provoquée par la brutalité des forces de l'ordre. Pendant une semaine, la ville était sous le contrôle du Trade Council, qui s'occupait du rationnement de la nourriture et du maintien de l'ordre[53]. L'année suivante, en avril 1920, il y eut une grève à la grandeur de l'Irlande nationaliste en appui aux grévistes de la faim, au cours de laquelle les syndicats avaient la responsabilité de maintenir l'ordre public et d'assurer les services essentiels. Pour le *Manchester Guardian,* cette grève, qui se termina en moins de deux jours parce que les autorités avaient cédé aux demandes des grévistes, avait des allures de dictature du prolétariat. La grève fut utilisée plus tard pour nuire à l'armée britannique. Par exemple, les membres du National Union of Railwaymen (NUR), un syndicat anglais, refusèrent de transporter des munitions sur leurs trains[54].

Malgré que l'ILP & TUC ait donné son appui à la lutte pour l'indépendance, il a refusé de reconnaître le Dáil Éireann. Comme pour les autres dérobades, la crainte de se mettre à dos les travailleurs unionistes et de provoquer une division au sein du mouvement fut à l'origine de cette

décision. Cependant, il n'y avait pas grands avantages à fournir de l'aide aux républicains tout en refusant de reconnaître leurs institutions. Pour les protestants, l'ILP & TUC était perçu comme hypocrite, ce que semblait confirmer les allégations des unionistes voulant que l'ILP soit en fait le Sinn Féin sous un autre nom. En général, les travailleurs de la région de Belfast ne suivirent pas la même voie que ceux du reste de l'Irlande. Il y avait certainement du militantisme ouvrier, comme durant la grève des mécaniciens de Belfast en 1919. À Belfast, cependant, les drapeaux rouges étaient absents et les grèves politiques menées par l'ITUC n'étaient pas suivies. Même si le nombre de syndiqués augmentait en Ulster, les gains n'étaient pas enregistrés dans les rangs de l'ITGWU.

Contrairement aux dirigeants ouvriers de Belfast qui s'opposaient à la partition de l'île, la majorité des syndiqués étaient unionistes. La politique du NUR de refuser de transporter des munitions relança indirectement les violences sectaires sur les lieux de travail. Les catholiques et les « protestants corrompus » furent une fois de plus chassés des chantiers navals en juillet 1920. Selon Austen Morgan parmi les 1 850 ouvriers expulsés, on comptait presque la totalité des cadres politiques et économiques du mouvement ouvrier[55]. Il y eut d'autres événements moins tragiques, mais tout aussi emblématiques dans d'autres secteurs du mouvement ouvrier. Lorsque l'association des enseignants irlandais s'affilia à l'ITUC durant la période d'agitations ouvrières à la fin de la guerre, ses membres protestants démissionnèrent. Pour les enseignants protestants, le mouvement ouvrier : « *was a body which was frankly bolshevist and Sinn Féin… of which Larkin* [*is*] *the prophet and Connolly* [*is*] *the martyr*[56] ».

*

* *

Deux nouveaux États irlandais ont vu le jour au début des années 1920 à travers le désordre civil et l'effusion de sang. L'Irlande du Nord, un état autonome à l'intérieur du Royaume-Uni formé de six des neuf comtés historiques de l'Ulster, a été créée par le *Governement of Ireland Act* de 1920. Cette nouvelle loi britannique sur le Home Rule n'était pas acceptée par les républicains irlandais puisqu'elle ne tenait pas compte de la tournure des événements politiques survenus depuis les élections de 1918. Malgré tout, le Sinn Féin participa aux élections des deux parlements partitionnistes en 1921, les considérant comme des élections au Daìl, comme ils l'avaient fait en 1918. Encore une fois, l'ILP & TUC ne présenta aucun candidat à ces élections[57].

Le BLP qui avait pris part aux élections de 1918 s'abstint en 1921. Puisque le mouvement n'avait pas réussi à réintégrer les travailleurs qui avaient été expulsés des chantiers navals et parce que les dirigeants unio-

nistes associaient toujours l'ILP au Sinn Féin, les conditions n'étaient pas favorables. Quelques membres du BLP se présentaient à titre d'indépendants. Ils récoltèrent toutefois très peu d'appuis. Les unionistes sortirent les grands gagnants de ces élections en remportant 48 des 60 sièges du parlement d'Irlande du Nord. Les autres sièges étaient divisés également entre le Sinn Féin et l'IPP. Malgré une majorité écrasante, le gouvernement unioniste ne se sentait pas en sécurité du fait qu'un tiers de la population d'Irlande du Nord avait voté pour des partis nationalistes. Pour affirmer son autorité et contrecarrer l'IRA, le gouvernement comptait en grande partie sur la ferveur unioniste de ses partisans, principalement pour le recrutement de forces de police supplétives[58].

L'état libre d'Irlande ou Saorstát Éireann (possédant un statut de Dominion équivalant à celui du Canada) fut établi par le controversé Traité anglo-irlandais, signé sous la contrainte par les négociateurs irlandais et approuvé par une faible majorité des députés au Dáil. Les opposants au traité, dont Eamon de Valera, ne pouvaient accepter certaines de ses clauses, dont le maintien du souverain britannique à la tête de l'État et le contrôle des ports stratégiques par les Britanniques. La division politique allait se répercuter dans les rangs de l'IRA. Les partisans et les opposants du traité durcirent leurs positions durant les premiers mois de 1922. Alarmé par la tournure des événements, l'ILP & TUC déclara une autre grève générale en avril 1921, cette fois contre le militarisme. Les dirigeants du Sinn Féin étaient aussi inquiets d'une possible dérive vers un conflit armé entre anciens camarades. C'est pour cette raison qu'il y eut une ultime tentative pour former un gouvernement composé d'adversaires et de partisans du traité[59].

Dans des conditions moins qu'idéales, l'ILP & TUC présenta pour une première fois une liste provisoire de candidats pour les élections générales de juin 1922. Dans les rangs du mouvement ouvrier, il y avait des membres de gauche opposés au traité qui étaient contre la participation aux élections. James Larkin, engagé dans le mouvement communiste américain et emprisonné pour « anarchie criminelle » refusa d'être candidat travailliste. Il y avait aussi de fortes pressions locales à l'endroit des candidats de l'ILP pour qu'ils se désistent de la part de ceux qui s'opposaient au traité. En fin de compte, les candidats de l'ILP furent surpris de leurs résultats. Sur les 18 candidats, 17 ont été élus, clairement il y avait possibilité pour d'autres victoires. Avec beaucoup moins de candidats, les travaillistes ont obtenu plus de votes que la faction opposée au traité du Sinn Féin[60].

Le rapprochement des partisans et des adversaires du traité n'a pas survécu aux élections, ni à la promulgation de la constitution de l'État libre. Avant la fin de juin, la guerre civile faisait rage, alors que le gouvernement de l'État libre, avec l'appui du gouvernement britannique, entreprit de déloger les adversaires du traité de leur retranchement à Dublin.

Plusieurs centaines de vies ont été perdues durant ce conflit violent qui se termina en avril 1923 par une défaite du mouvement opposé au traité, qui dut déclarer un cessez-le-feu unilatéral. Bien que l'ILP demeurât officiellement neutre dans ce conflit, il fut considéré comme partisan du traité puisque les députés de ce parti participaient au Dáil, ce qui donnait une légitimité accrue aux politiques économiques conservatrices du nouveau gouvernement. Les adversaires du traité boycottèrent ce gouvernement jusqu'en 1927 du fait qu'ils refusaient de prêter le serment d'allégeance à la couronne britannique[61].

En plus de l'instabilité politique, les citoyens des deux nouveaux états étaient aux prises avec des difficultés économiques. Un ralentissement de l'économie avait déjà entraîné une baisse des salaires en Grande-Bretagne, cependant en raison du chaos de la guerre d'indépendance, les travailleurs irlandais avaient réussi à conserver les gains obtenus durant la guerre. Alors que l'État libre se consolidait, les employeurs réussirent à réimposer leur autorité. Les syndicats furent incapables de défendre leurs membres dans ces nouvelles conditions. L'échec des débardeurs de Dublin et les difficultés découlant des grèves généralisées des travailleurs agricoles forcèrent l'ITGWU de se retirer des régions rurales. En Irlande du Nord, le ralentissement économique frappa fortement les industries textiles et les chantiers navals, qui avaient connu la prospérité durant la guerre[62].

Puisque les syndicats ne pouvaient les défendre adéquatement, plusieurs syndiqués résilièrent leur adhésion. L'ITGWU chercha à compenser ses pertes en recrutant des membres des syndicats mixtes (c'est-à-dire des syndicats anglais), qu'il avait auparavant critiqués pour leur inefficacité. Il y avait déjà des frictions entre les différents syndicats lorsque Larkin revint à Dublin en avril 1923, après sa libération de prison. En théorie toujours, le secrétaire général de l'ITGWU tenta de reprendre les rênes du pouvoir là où il les avait laissées huit ans auparavant, ce qui l'entraîna dans un conflit avec ceux qui avaient dirigé le syndicat en son absence. Les batailles légales et physiques qui s'en suivirent se terminèrent par la formation en juin 1924 d'une centrale syndicale « larkiniste », le *Workers Union of Ireland*. Le mouvement ouvrier dublinois était désormais divisé. Alors que le nombre de syndiqués diminuait, les syndicats s'enfermaient dans des querelles destructives.

Il y avait aussi des divisions dans le domaine politique. En 1924, Larkin fonda la Irish Workers League, qui devint membre du Kominterm. Lors des élections de 1927, il collabora avec le Fianna Fáil, nouveau parti politique formé d'opposants au traité. Il fut élu au Dáil Éireann comme communiste *de facto*[63].

Puisque les opposants au traité boycottaient le Dáil, l'ILP formait l'opposition officielle au Dail Eireann et avait la lourde tâche de s'attaquer aux

politiques économiques conservatrices du parti Cumann na nGaedheal qui formait les premiers gouvernements de l'État libre d'Irlande du Sud. Le chef de l'ILP, Tom Johnson, était un parlementaire constructif et souvent efficace, mais rarement radical. La plupart des radicaux continuaient à graviter autour du milieu opposé au traité, qui était lui-même en pleine transformation. Craignant que la politique d'abstentionnisme leur enlève toute raison d'être, Eamon de Valera et ses partisans se dissocièrent du Sinn Féin et formèrent le Fianna Fáil en 1926. Ce nouveau parti politique, qui était dynamique et populiste, « légèrement constitutionnel » selon un des membres fondateurs, obtint de très bons résultats lors des élections générales de juin 1927. Ces candidats récoltèrent plus du quart des votes, reléguant le Sinn Féin à la marginalité[64].

Durant les élections, l'ILP était un adversaire du Fianna Fáil, mais puisque leurs politiques économiques étaient similaires, les deux partis furent en mesure de collaborer. L'ILP encouragea les élus du Fianna Fáil à siéger au Dáil, ce qu'ils ont fait en août 1927 après l'entrée en vigueur de nouvelles lois qui rendaient difficile d'agir efficacement sans participer au parlement. L'entrée des membres du Fianna Fáil modifia l'arithmétique politique, et pour un court moment, un gouvernement travailliste appuyé par le Fianna Fáil semblait possible. Ce scénario échoua cependant et le gouvernement du Cumann na nGaedheal survécut. En septembre 1927, l'ILP se présenta aux élections fortement affaibli. Lors de ces élections, l'ILP reçut quatre fois moins de votes que le Fianna Fáil, alors qu'il en avait obtenu deux fois moins trois mois plus tôt. De l'opposition officielle au Dáil, l'ILP était relégué au rang de petit parti[65].

En Irlande du Nord, le BLP retrouva suffisamment de confiance pour présenter un candidat dans Belfast Ouest en décembre 1923. Son candidat, Harry Midgley, était l'un de ceux qui avaient obtenu des résultats humiliants aux élections de 1921. Belfast Ouest était traditionnellement nationaliste, cependant le parti nationaliste boycottait ces élections en guise de protestation contre le redécoupage de la circonscription qui en augmentait le nombre de protestants. Bien que Midgley récolta plus de 22 000 votes, provenant autant des catholiques que des protestants, il perdit l'élection par une faible marge aux mains d'un unioniste. Ce bon résultat conduit à la formation du Northern Ireland Labour Party (NILP). Avec une plateforme électorale identique à celle du parti travailliste britannique, le NILP, contrairement au Irish Labour Party, n'était pas affilié au TUC, mais conservait son affiliation au Northern Ireland Trade Unionists. Midgley était le seul candidat aux élections d'octobre 1924, il obtint encore une fois de très bons résultats, même si les unionistes l'ont dépeint comme un *crypto Sinn Féiner*[66].

Comme l'ILP dans l'État libre d'Irlande, le NILP formait l'opposition au parlement d'Irlande du Nord après les élections de 1925. En collaborant

avec les nationalistes et les unionistes indépendants, le NILP réussit à se démarquer dans une période de difficultés économiques. La crainte de voir les travaillistes et les indépendants gagner de nouveaux votes et ultimement mettre fin à l'hégémonie de l'Unionist Party força le gouvernement à abolir la représentation proportionnelle aux élections parlementaires de 1928. Le succès de cette mesure freina le développement du NILP[67].

Alors que le NILP devenait de plus en plus indépendant du mouvement ouvrier dans la seconde moitié des années 1920, l'ILP dans l'État libre conserva ses liens avec le mouvement syndical. Cependant, cette relation était remise en question à la suite de tensions intersyndicales qui provoquèrent du mécontentement dans les rangs de l'ILP. Plusieurs se plaignaient que les dirigeants de l'ILP accordaient une attention démesurée aux préoccupations des syndicats ce qui nuisait à la progression du parti[68]. Pour Tom Johnson, le leader parlementaire jusqu'en 1927, les visées politiques et syndicales n'étaient pas compatibles. Il souligna en 1928 qu'il y avait : « *a growing feeling… that the trade union appeal is too often narrow, anti-social and unduly selfish* », ce qui le rendait incapable « *of arousing enthusiasm among trade unionists or working with satisfaction to the unions*[69] ». Les liens entre le mouvement ouvrier et le parti furent remis en question lors des congrès de 1928 et 1929, où il fut décidé de mettre en place un comité spécial responsable de réorganisation. Le comité recommanda que le parti et l'ITUC deviennent des entités autonomes ce qui fut accepté au congrès de février 1930, malgré que certains délégués avaient des réserves concernant le nouveau programme politique de l'ILP. Ceux qui s'opposaient à cette décision considéraient les politiques du nouveau programme comme des « *pale pink bourgeois objects that anyone could subscribe to* »[70]. Malgré les espoirs caressés par les partisans de la réorganisation, le déclin de l'ILP se poursuivit. Le parti se retrouvera dans les décennies suivantes dans la position du « demi-parti », dans un système politique qualifié de « système de deux partis et demi »[71]. Les grands partis, le Fine Gael et le Fianna Fáil, regroupaient respectivement les partisans et les adversaires du traité, membres du Sinn Féin des années 1921 et 1922.

Au moment de la réorganisation du mouvement ouvrier en 1930, l'ITUC était à son plus bas. Le nombre de ses membres avait chuté au niveau de celui de 1916 en raison des difficultés économiques et des disputes internes. Les syndicats réussirent cependant, à accroître de façon significative le nombre de leurs membres après l'avènement au pouvoir du Fianna Fáil (avec l'appui de l'ILP) en 1932, en raison de l'approche interventionniste de ce parti dans les domaines économique et social.

*

* *

La faiblesse historique des travaillistes en Irlande a été attribuée à plusieurs facteurs, dont la prédominance dans les différentes régions du pays de petites exploitations agricoles, de l'importance du pouvoir de l'Église qui était méfiante à l'endroit du mouvement ouvrier, des erreurs faites par le mouvement ouvrier à des moments cruciaux ainsi que l'importance de la question nationale. Les questions politiques, économiques et culturelles étaient étroitement liées en Irlande comme elles l'étaient ailleurs, mais il est clair que c'est la question nationale qui était le principal défi de l'ITUC dans les quatre premières décennies de son existence. L'ITUC fit de mauvais choix en tentant d'aborder ce défi. Ces mauvais choix avaient été faits pour de bonnes raisons, généralement pour maintenir l'unité précaire du mouvement ou pour protéger ses militants, mais ils ont eu l'effet de marginaliser le mouvement ouvrier (ILP). Le mouvement ouvrier s'était lui-même exclu des débats entourant la question nationale, qui était fondamentale pour la grande majorité de la population irlandaise. De plus, l'inclination de l'ILP et du NILP à s'attaquer aux questions économiques, tout en évitant d'aborder la question constitutionnelle, a eu pour conséquence de minimiser les liens entre économie et souveraineté parmi les électeurs.

Ce fut durant la période révolutionnaire (1917-1923), lorsque les enjeux étaient les plus élevés, que la question nationale était la plus difficile à éviter. La direction de l'ILP & TUC à cette époque, parmi laquelle les soi-disant républicains socialistes étaient majoritaires, résolut ce dilemme en adoptant une rhétorique ouvriériste radicale tout en apportant une aide concrète aux séparatistes du mouvement républicain sans toutefois leur accorder une reconnaissance officielle. Aux yeux des protestants, l'ILP était malhonnête. Le mouvement ouvrier était donc incapable ni de maintenir son unité, ni de protéger ses militants dans le maelstrom qu'était le nouvel état d'Irlande du Nord.

L'ILP prit sa place dans les structures de l'État libre d'Irlande dans une meilleure position que les travaillistes dans le Nord. Bien qu'il soit généralement admis que la décision de ne pas présenter des candidats aux élections de 1918 ait sérieusement hypothéqué l'ILP dans le sud[72], il y a de nombreux indices importants qui laissent penser le contraire, notamment la performance intéressante de ce parti lors des élections générales de 1922. Les résultats auraient été sûrement meilleurs s'il avait présenté plus de candidats. La dérive de l'ILP au statut de « demi-parti » s'est produite après l'établissement de l'État libre d'Irlande et non avant. Aux prises avec des divisions politiques profondes, l'ILP & TUC a agi plus ou moins comme il l'avait fait auparavant. Il prit position tout en clamant sa neutralité, il donna priorité à l'économie sur la politique tout en minimisant le lien entre les deux. Par conséquent, alors que le parti populiste Fianna Fáil est apparu au milieu des années 1920, l'ILP & ITUC était mal outillé pour

relever le défi. La seule solution apportée, de séparer l'ILP de l'ITUC, n'a pas permis de freiner le déclin politique du parti. Le mouvement ouvrier irlandais est entré dans les années 1930 fortement affaibli. L'ITUC demeurait une organisation présente sur l'ensemble de l'île, en pratique cependant Belfast et la région avoisinante demeuraient semi-autonomes. Les deux partis politiques qui sont nés de l'ITUC étaient petits, mais ils furent en mesure de continuer à exprimer les préoccupations de la classe ouvrière dans les deux états irlandais.

Notes et références

1. Voir J. D. Clarkson, *Labour and Irish Nationalism,* New York, Columbia University, 1925 ; C. D. Greaves, *The Life and Times of James Connolly,* Londres, Lawrence & Wishart, 1961 ; E. Rumpf & A. C. Hepburn, *Nationalism and Socialism in Twentieth Century Ireland,* Liverpool University Press, 1977 ; E. O'Connor, *A Labour History of Ireland,* Dublin, Gill & Macmillan, 1992.
2. P. Bew, *Land and the national question 1858-82,* Dublin, Gill & Macmillan, 1978, *passim* ; F. S. L. Lyons, *Charles Stewart Parnell,* Dublin, Four Courts, 2005 éd., p. 478-548
3. O. McGee, *The Irish Republican Brotherhood : from the Land League to Sinn Fein,* Dublin, Four Courts, 2005, p. 15-37 ; M. Cronin, *Country, Class or Craft : the Politicisation of the Skilled Artisan in Nineteenth Century Cork,* Cork, Cork University Press, 1994, p. 133-134 et p. 154-158 ; C. Ó Gráda, « Fenianism and socialism : the career of Joseph Patrick McDonnell », *Saothar : journal of the Irish Labour History Society,* vol. 1, 1975, p. 31-41.
4. B. M. Walker, *Ulster Politics ; the Formative Years, 1868-86,* Belfast, Ulster Historical Foundation & Institute of Irish Studies, 1989, p. 176-254 ; H. Patterson, *Class Conflict and Sectarianism, the Protestant Working Class and the Belfast Labour Movement,* Belfast, Blackstaff, 1980, p. 25-27.
5. J. Boyle, *The Irish Labor Movement in the Nineteenth Century,* Washington, Catholic University of America Press, 1988, p. 127-143.
6. *Ibid.*, p. 144-147 ; D. Keogh, *The Rise of the Irish Working Class,* Belfast, Appletree Press, 1982, p 42-43.
7. C. Ó Gráda, *Ireland : a New Economic History, 1780-1939,* Oxford University Press, 1994, p. 224-35 et p. 282-313.
8. E. O'Connor, « Labour and politics, 1830-1945 : colonisation and mental colonisation », dans F. Lane & D. Ó Drisceoil (dir.), *Politics and the Irish Working Class,* Houndmills, Palgrave Macmillan, 2005, p. 27-43 ; P. Collins, « Irish labour politics in the late nineteenth and earlier twentieth centuries », dans Collins (dir.), *Nationalism and Unionism : Conflict in Ireland, 1885-1921,* Belfast, Institute of Irish Studies, 1994, p. 123-153.
9. J. Boyle, *Irish Labor, op. cit.,* p. 125-126.
10. E. Taplin, *The Dockers' Union : a Study of the National Union of Dock Labourers, 1889-1922,* Leicester University Press, 1985, p.39-49 ; Keogh, *Irish Working Class,* p. 87-104.
11. J. Boyle, *Irish Labor, op. cit.,* p. 105-107 et 132-135.

12. *Ibid.*, p. 135-138.
13. *Ibid.*, p. 221-224.
14. *Ibid.*, p. 240.
15. H. Patterson, « William Walker, labour, sectarianism and the Union, 1894-1912 », dans Lane & Ó Drisceoil (dir.), p. 154-171
16. J. Hutchinson, *The Dynamics of Cultural Nationalism : the Gaelic Revival and the Creation of the Irish Nation state,* London, Allen & Unwin, 1987, p. 151-195.
17. F. Lane, *The Origins of Irish Socialism, 1881-1896,* Cork University Press, 1997, *passim*.
18. Il y a au moins neuf biographies de Connolly, dont Greaves, *The Life and Times of James Connolly,* et plus récemment D. Nevin, *James Connolly : « a full life »,* Dublin, Gill & Macmillan, 2004, p. 153.
19. J. Connolly Heron (dir.), *The Words of James Connolly,* Cork, Mercier, 1986, p. 17-18.
20. Nevin, *Connolly, op. cit.,* p. 153.
21. *Ibid.*, p. 225-304 ; E. O'Connor, *James Larkin,* Cork University Press, 2002, p. 28-29.
22. Contrairement à Connolly, Larkin a été le sujet de deux biographies seulement : « O'Connor », *op. cit.*, et E. Larkin, *James Larkin : Irish Labour Leader, 1876-1947,* London, Mentor, 1968.
23. John Gray, *City in Revolt : James Larkin and the Belfast dock strike of 1907,* Belfast, Blackstaff Press, 1985, p. 44-136.
24. O'Connor, *Larkin, op. cit.,* p. 10-22.
25. C. D. Greaves, *The Irish Transport and General Workers Union : the Formative Years, 1909-1923,* Dublin, Gill & Macmillan, 1982, p. 23-34 ; F. Devine, *Organising History : a Centenary of SIPTU, 1909-2009,* Dublin, Gill & Macmillan, 2009, p. 16-26.
26. O'Connor, *Larkin, op. cit.,* p. 23-30.
27. J. Newsinger, *Rebel City : Larkin, Connolly and the Dublin Labour Movement,* London, Merlin Press, 2004, p 2-23.
28. *Ibid.*, p. 24-43.
29. Cité dans *ibid.*, p. 26.
30. Nevin, *Connolly,* p. 394-452 ; G. Walker, *The Politics of Frustration : Harry Midgley and the Failure of Labour in Northern Ireland,* Manchester University Press, 1985, p. 4-9.
31. J. Cunningham, « "Something that is new and strange" : the 1911 Irish Trade Union Congress in Galway », *Journal of the Galway Archaeological and Historical Society*, vol. 64, 2012, *passim ;* T. J. Morrissey, *William O'Brien, 1881-1968*, Dublin, Four Courts, 2007, p. 54-55.
32. A. Mitchell, *Labour in Irish politics, 1890-1930,* Dublin, Irish Academic Press, 1974, p. 32-42.
33. T. J. Morrissey, *William Martin Murphy, 1845-1919,* Dundalk, Dundalgan Press, 1997, p. 31-59.
34. P. Yeates, *Lockout : Dublin, 1913, op. cit.,* p. 1-46 et p. 110-17
35. *Ibid.*, p. 181-191 ; Newsinger, *Rebel City, op. cit.,* p. 88-110.
36. Yeates, *Lockout, op. cit.,* p. 465-473 ; Newsinger, *op. cit.*, p. 88-110.
37. A. Morgan, *Labour and Partition : the Belfast Working Class and Partition, 1905-1923,* London, Pluto Press, 1991, p. 121-44

38. D. Nevin, « The Irish Citizen Army, 1913-16 », dans Nevin (dir.), *James Larkin, Lion of the Fold,* Dublin, Gill & Macmillan, 1998, p. 257-265.
39. Nevin, *Connolly, op. cit.,* p. 523-537.
40. Fearghal McGarry, *The Rising. Ireland : Easter 1916,* Oxford University Press, 2010, p. 80-84.
41. Nevin *Connolly, op. cit.,* p. 572-608.
42. *Ibid.*, p. 626-638.
43. McGarry, *Rising, op. cit.,* p. 276-293 ; J. Lee, *The modernisation of Irish society, 1848-1918,* Dublin, Gill & Macmillan, 1989, p. 152-158.
44. E. O'Connor, *Syndicalism in Ireland, 1917-1923,* Cork University Press, 1988, p. 20-38 et p. 59-64.
45. H. Woggon, « Interpreting James Connolly, 1916-23 », dans Lane & Ó Drisceoil (dir.), *op. cit.*, p. 172-186 ; Brian Farrell, « Labour and the political revolution », dans Donal Nevin (dir.), *Trade Union Century,* Cork, Mercier Press, 1994, p. 44-53
46. Mitchell, *Labour in Irish politics, op. cit.,* p. 91-103.
47. *Ibid.*, p.101-103.
48. Morgan, *Labour and Partition, op. cit.,* p. 215-228 et p. 250-264.
49. A. Mitchell, *Revolutionary Government in Ireland, 1919-22,* Dublin, Gill & Macmillan, 1995, p. 10-50.
50. Mitchell, *Labour in Irish politics, op. cit.,* p. 110-12.
51. M. Hopkinson, *The Irish War of Independence,* Dublin, Gill & Macmillan, 2002, p. 25-50.
52. O'Connor, *Syndicalism, op. cit.,* p. 51-53.
53. C. Kostick, *Revolution in Ireland : popular militancy, 1917-23,* Cork University Press, 2009, p. 74-93 ; D. R. O'Connor Lysaght, *The story of the Limerick Soviet,* Limerick Soviet Commemoration Committee, 2003 éd., *passim*.
54. Connor, *Syndicalism, op. cit.,* p. 87-89 ; E. O'Connor, « The Waterford soviet : fact or fancy, *History Ireland,* vol. 8, no. 1, Spring 2000, p. 10-12.
55. *Labour and Partition, op. cit.,* p. 268-271.
56. J. Cunningham, *Unlikely Radicals : Irish Post-primary Teachers and the ASTI, 1909-2009,* Cork University Press, 2009, p. 45-46.
57. J. Lee, *Ireland, 1912-1985 : Politics and Society,* Cambridge 1989, p. 43-47.
58. Morgan, *Labour and Partition, op. cit.,* p. 285-312.
59. Lee, *Ireland, op. cit., 1912-1985,* p. 50-58 ; Mitchell, *Labour in Irish Politics, op. cit.,* p. 156-62
60. Niamh Puirséil, *The Irish Labour Party, 1922-1973,* University College Dublin Press, 2007, p. 9-15.
61. Lee, *Ireland, 1912-1985, op. cit.,* p. 56-69 et p. 94-107.
62. O'Connor, *Syndicalism, op. cit.,* p. 97-110.
63. O'Connor, *A labour history, op. cit.,* p. 108-116 ; O'Connor, *Larkin, op. cit.,* p. 70-79.
64. Puirséil, *Labour Party, op. cit.,* p. 18-33.
65. *Ibid.* ; Aindrias Ó Cathasaigh (dir.), *The Life and Times of Gilbert Lynch,* Dublin, Irish Labour History Society, 2011, p. 58-64.
66. Walker, *Harry Midgley, op. cit.,* p. 20-40 ; Aaron Edwards, *A History of the Northern Ireland Labour Party,* Manchester University Press, 2009, p. 10-16.
67. Edwards, *Northern Ireland Labour, op. cit.,* p. 12-16.

68. Enda McKay, «Changing with the tide: the Irish Labour Party, 1927-1933», *Saothar: Journal of the Irish Labour History Society,* vol. 11, 1986, p. 27-38.
69. Cité dans *ibid*., p. 31.
70. Puirséil, *Irish Labour Party, op. cit.*, p. 30-33.
71. B. Farrell, «Labour and the Irish political party system», *Economic and Social Review,* vol. 1, mars 1970, p. 477-502.
72. Mitchell, *Labour in Irish Politics, op. cit.*, p. 102-103.